

Plus lentement, plus sûrement

Le logement sera le plus gros défi du secrétaire d'Etat écolo, Christos Doulkeridis. A l'intransigeance de Françoise Dupuis, il préfère la voie du dialogue. Un enjeu crucial de cette législature comme de la précédente, qui annonçait la construction, loin d'être réalisée, de 5.000 nouvelles unités .



ENTRETIEN

À la Région, où il est également en charge de la Lutte contre l'incendie et de l'Aide médicale urgente, le secrétaire d'État Christos Doulkeridis (Écolo) a succédé à la socialiste Françoise Dupuis au Logement.

La législature commence mal avec le retrait, la semaine dernière, d'un projet de 200 logements sur un terrain situé à Haren ?

Je ne dirais pas que cette législature a mal commencé, mais que la précédente s'est mal terminée. Je ne veux pas jeter la pierre à ma prédécesseure (NDLR : Françoise Dupuis). Le gouvernement précédent, dont Ecolo faisait partie, s'est engagé dans un objectif chiffré qui n'était pas raisonnable. Du coup, on a présenté des projets qui ne tenaient pas la route. On aurait pu laisser le projet, que j'ai retiré, aller à l'enquête publique, mais il ne passait pas la rampe. Mettre 200 logements sur un terrain survolé par des avions à basse altitude et où passe un chemin de fer n'avait pas de sens.

Dans ce dossier il y a quand même eu une volte-face de la Ville qui a cédé le terrain à la Région en sachant qu'on allait y construire un logement. Les communes ne doivent-elles pas, aussi, prendre leurs responsabilités ?

Je vois poindre le problème avec les élections communales de 2012. Je ne voudrais pas que chacun des bourgmestres, échevins ou candidats soit dans une stratégie qui consiste à flatter le pire côté du citoyen à des fins électoralistes. Je veux dialoguer et écouter. Avec les communes, les habitants et le secteur privé, pour pouvoir construire du logement de la façon la plus durable possible. Mais je suis secrétaire d'Etat en charge du logement. Mon objectif est de construire du logement. Pendant la campagne électorale, j'ai entendu qu'il était partagé par tous les partis, de la majorité comme de l'opposition. Une fois que j'aurai pris les initiatives pour montrer ma bonne volonté, je dénoncerai aussi ceux qui sont incohérents par rapport aux promesses faites aux électeurs.

Quel est votre objectif ?

Je ne tiens pas à m'enfermer dans un objectif chiffré ni à me limiter à la construction. Construire du logement prend des années et coûte cher. Or on sait qu'il y a des milliers de familles qui sont en attente d'une solution. On se doit donc d'utiliser tous les outils pour y parvenir : les agences immobilières sociales, le fond du logement... Et puis, il y a les bureaux.

Le secteur lui-même sait qu'une partie des deux millions de mètres carrés inoccupés ne sera pas affectée à du bureau. Travaillons alors à des réaffectations en logements quand c'est possible. Bref : je veux étudier comment utiliser de la façon la plus efficace les rares deniers publics qui sont à notre disposition.

On a compris que votre méthode n'était pas celle de Françoise Dupuis. Mais, quand on sait les intérêts divergents des acteurs concernés (communes, habitants, promoteurs...), votre logique, que vous dites articulée autour du dialogue, ne risque-t-elle pas de se révéler stérile ?

Attention à ne pas dire que l'autre méthode était efficace et que la mienne ne fonctionnera pas. C'est la méthode précédente qui était paralysante ! Je vais précisément agir autrement parce qu'elle n'a pas fonctionné. Le fait d'être plus rond ne signifie pas que l'on soit moins efficace. Au contraire. Prendre le temps d'expliquer, d'écouter et de mieux préparer les dossiers, c'est se donner plus de chances de réussir. Même peut-être plus rapidement.

La réalisation de 5.000 logements reste cependant un objectif pour les 5 ans à venir ?

Je ne commettrai pas l'erreur faite sous la législature précédente. Je rentre dans une logique de moyens, pas de chiffres. Mon objectif n'est pas de construire du logement, mais d'en mettre à disposition. La construction est un moyen d'y parvenir, mais, encore une fois, pas le seul.

Ne pas avoir d'objectif chiffré, c'est aussi un moyen de se mettre à l'abri de la critique à l'heure du bilan...

Ceux qui devront faire mon bilan ne manqueront pas de trouver des moyens d'évaluation pour le faire. Je leur fais confiance ! J'attire juste l'attention sur le danger du chiffre. Il conduit, je l'ai constaté, à la tentation de monter dare-dare des projets dans de mauvaises conditions. Je ne veux pas me mettre dans des conditions qui me pousseraient à mal faire mon travail.

Le logement social reste-t-il une priorité ?

L'accord de gouvernement est clair à ce niveau-là : On doit arriver à 15 % de logement à finalité sociale dans toutes les communes dans les dix ans. Mais la question du logement ne concerne pas que le public du logement social, même si elle est, pour lui, encore plus préoccupante. Le droit au logement est un droit constitutionnel. Il doit être vrai pour tous, qu'on entre dans les critères pour le logement social ou qu'on soit étudiant, retraité, handicapé ou famille nombreuse. J'essaierai d'être créatif à cet égard.

Que pensez-vous des occupations sauvages, comme celles rue Belliard ?

Je qualifierais celle-là plus d'occupation d'urgence. C'est une manifestation urbaine qui peut se comprendre, même si je ne l'encourage pas. Au bout de démarches multiples et tout en restant dans une logique de dialogue, certaines personnes occupent un lieu qui n'était pas à l'abandon. Nous avons trouvé un compromis. Les propriétaires sont d'accord de mettre le permis d'expulsion momentanément de côté. On doit être créatif et tenter de conclure, avec

le secteur du bureau des contrats précaires pour que tout le monde s'y retrouve. Le locataire, parce qu'il dispose d'un logement et le propriétaire, puis que son bien serait de toute façon vide.

Défendre la politique, pas l'institution

Parallèlement à son poste de secrétaire d'Etat, Christos Doulkeridis est également ministre-président du collège de la Commission communautaire française (Cocof), où il est chargé du Budget, de l'Enseignement, du Tourisme et des Relations internationales. Ici, il dit avoir « *beaucoup d'idées* », notamment pour le Tourisme, « *source importante en matière d'emploi* ».

En la matière, la priorité serait, pour le touriste comme pour le Bruxellois, d'apporter une meilleure lisibilité à un secteur où le partage, voire la superposition, des compétences, entre la Région, la Cocof, la Ville ou encore Toerisme Vlaanderen, conduit à une certaine cacophonie. « *Cela va beaucoup mieux qu'avant, tempère prudemment Christos Doulkeridis qui a repris cette compétence occupée précédemment par Evelyne Huytebroeck (Ecolo), mais c'est vrai qu'il y a beaucoup d'acteurs, comme souvent à Bruxelles. C'est pourquoi on a besoin, peut-être plus que dans d'autres pays, de femmes et d'hommes politiques qui ont la capacité de travailler avec d'autres, sans ostracisme. C'est impératif dans un contexte budgétaire difficile - il manque toujours 12,5 millions d'euros pour boucler le budget de la Cocof, pour démultiplier l'efficacité de notre action* ».

En dehors de la possible régionalisation du Tourisme, plaidée tant par le président du BI-TC Philippe Close (PS) que par Evelyne Huytebroeck, Christos Doulkeridis n'a pas encore de piste concrète pour améliorer l'efficacité de cette politique, sinon de promouvoir le secteur plutôt que ceux qui en ont la charge : « *J'espère que c'est aussi le cas de Philippe Close. Il y a deux façons de travailler ensemble. D'abord la manière institutionnelle. Elle est toujours reportée aux Calendes grecques et elle suppose de lourdes négociations. Je ne désespère pas quelles aient lieu sous cette législature et que l'on dise à un moment donné que le Tourisme passe des Communautés aux Régions. Je défendrai cela... et je prendrai la compétence à la Région (rires). Mais l'erreur serait d'attendre les réponses institutionnelles. Il est possible, ou plutôt indispensable, en respectant le rôle des uns et des autres, de faire déjà beaucoup mieux aujourd'hui* ».

Car, non, « *ce n'est pas parce qu'elle est mal gérée que la Région bruxelloise a un problème de financement. Oui, il y a des avancées à faire dans l'organisation de l'espace bruxellois* ». C'est d'ailleurs l'un des objectifs du gouvernement, qui s'est engagé à mettre en place un groupe de réflexion sur les relations entre la Région et les communes, pour plus d'efficacité. « *C'est dans l'intérêt de tous, estime le mandataire Ecolo. Ne nous regardons plus en chiens de faïence et évitons les surenchères électoralistes. Notre problème essentiel, c'est un sous-financement structurel lié à une mauvaise considération par le fédéral et les autres régions. Mais que cela ne nous empêche pas de réfléchir pour améliorer la cohérence des politiques. Quand on est dans une institution, c'est pour défendre une politique, pas l'institution* ».

